Au nom du père, du fils et du Sénégal ou comment l'héritage ne fait toujours pas l'héritier en politique

In the Name of the Father, the Son, and Senegal. Or How Heredity does Not Always Produce a Political Heir

Marie Brossier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/26120>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.26120

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 655-681

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Marie Brossier, « Au nom du père, du fils et du Sénégal ou comment l'héritage ne fait toujours pas l'héritier en politique », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 234 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/26120> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.26120>

Au nom du père, du fils et du Sénégal

ou comment l'héritage ne fait toujours pas
l'héritier en politique

En soulignant l'importance de croiser les approches disciplinaires afin d'explorer un objet considéré comme « non conventionnel » en science politique (Brossier & Dorronsoro 2016) tout en réinvestissant l'étude des élites et de la représentation politique sur le terrain africain, cet article propose d'étudier les conditions de formation d'une succession héréditaire à la tête de l'exécutif à partir du cas du Sénégal. Parce qu'il constitue un cas « laboratoire », où la succession entre un président et son fils n'est pas encore opérée (pour le moment ce que, par conséquent, certains qualifient de « cas négatif »), la trajectoire récente du Sénégal témoigne particulièrement bien de la manière dont se fabrique l'hérité en politique. Celle-ci ne doit pas être restreinte à la prédominance d'une famille (ici les Wade) en politique mais comprise comme un processus plus large d'institutionnalisation de la famille au pouvoir qui englobe les logiques de socialisation (dans la famille, les réseaux de clientèle, le parti, les institutions) et celles de transmission des capitaux politiques (connaissances, compétences), partisans (maîtrise des réseaux) et symboliques (patronyme) qui permettent la circulation entre ces différents espaces sociaux.

L'élection d'Abdoulaye Wade, *leader* historique de l'opposition au régime du Parti socialiste (au pouvoir de 1960 à 2000), comme Président pour deux mandats entre 2000 et 2012, a fait entrer le pays dans l'ère de l'alternance. La montée en puissance de Karim Wade, son fils, dans l'arène politique à partir du début des années 2000, a été perçue comme relevant d'une stratégie délibérée du père de le positionner au sein du parti qu'il a créé (le Parti démocratique sénégalais, PDS), puis à la tête de puissants ministères suite au revers cinglant qu'il a essuyé lors des élections municipales de 2009 en perdant la conquête de la mairie de Dakar. La forte mobilisation partisane et citoyenne contre le

projet de réforme constitutionnelle de juin 2011 portant un projet de « dévolution monarchique du pouvoir »¹, puis contre la candidature d'Abdoulaye Wade à un troisième mandat, a conduit à l'élection de son ancien dauphin politique, Macky Sall, écarté depuis 2008-2009 et entré dans l'opposition. Le règlement de comptes entre héritiers biologiques et politique a pris la forme d'une procédure judiciaire fleuve, à partir de 2012, contre Karim Wade pour enrichissement illicite qui a abouti à sa condamnation et son emprisonnement (2013-2016) jusqu'à la grâce présidentielle dont il a bénéficié (juin 2016). Depuis, Karim Wade a été choisi par le PDS comme candidat aux élections présidentielles de février 2019, mais reste pour le moment non éligible suite à sa condamnation en 2016 malgré les recours judiciaires engagés.

Au-delà de la saga familiale, politique et judiciaire, qui enflamme la scène médiatique depuis les années 2000, la trajectoire de la famille Wade en politique souligne combien la fabrique de l'héritier dans l'arène politique et électorale relève d'un processus qui doit composer avec des résistances au sein du parti (des cadres) mais aussi avec les règles relativement institutionnalisées de la compétition politique électorale (par les citoyens). L'histoire sénégalaise des deux dernières décennies est ainsi particulièrement intéressante dans ce qu'elle nous dit des modalités de sélection du personnel politique, de la reproduction des élites et de la mise en œuvre d'une transmission familiale du pouvoir comme mode spécifique de succession politique.

En distinguant l'héritage (ce qui est transmis) de l'héritier (celui qui reçoit), cet article montre que la parenté ne constitue pas uniquement un mode convoité de pérennisation et de reproduction des élites dans leurs positions de pouvoir mais aussi un mode d'ordonnement du politique et du social qui n'a rien de naturel (Dahou 2005). Il doit être constamment affirmé et construit afin que les rapports politiques et sociaux soient assimilés à des rapports de parenté pour être présentés par les gouvernants comme gage de stabilité. En s'arrimant aux imaginaires familiaux post-coloniaux du politique (Schatzberg 2001), l'analogie entre sphères familiales et politiques s'opère à partir des relations entre *leader*/père et citoyens/enfants construites autour de droits, devoirs et de loyautés politiques qui les lient les uns aux autres. Réifier le pouvoir pour en faire une substance transmissible suppose ainsi un travail constant de légitimation qui peut, par conséquent, s'épuiser voire échouer. En effet, la confrontation des mécanismes de patrimonialisation du pouvoir (Beck 1997, 1998) aux logiques à priori ouvertes de la représentation politique et de la sélection du personnel élu dans un système (plus ou moins) concurrentiel, constitue une contrainte majeure à la mise en place d'un projet

1. L'expression devient rapidement omniprésente dans la presse et dans les mots d'ordre de la contestation en 2011.

de succession héréditaire. Au-delà du cas particulier du Sénégal et de la question de la catégorisation des régimes, se pose ainsi la question du rôle de la compétition politique et de l'institutionnalisation de l'exercice du pouvoir au cœur de l'expérience démocratique, invitant, de ce fait, à la comparaison.

Le Sénégal: un cas « laboratoire » de succession héréditaire?

Les héritier.e.s biologiques positionné.e.s (actuellement ou par le passé) dans la course à la succession de leur père dans l'exercice du pouvoir exécutif — Seif el-Islam Kadhafi en Libye, Gamal Moubarak en Égypte, Teodorino Obiang Nguema en Guinée équatoriale, Jean-Bédel Bokassa Jr en RCA, François Compaoré au Burkina-Faso, Sabina Mugabe (avant Grace) au Zimbabwe, Isabel dos Santos en Angola — sont régulièrement évoqués comme les acteurs de tentatives de succession héréditaire du pouvoir². Au Sénégal, la figure controversée de Karim Wade en est également un exemple significatif. L'intérêt de se pencher sur cette succession héréditaire, préparée mais pas encore réalisée, s'explique pour trois raisons. Premièrement, parce que porter le regard sur la formation du projet « dynastique » engage à resituer l'étude dans le temps long de la vie politique sénégalaise et des modes de successions politiques qui l'ont rythmée et, plus particulièrement, sur celles qu'a connu le pays avec la double alternance en 2000 entre Abdou Diouf et Abdoulaye Wade, puis en 2012 entre Abdoulaye Wade à Macky Sall. Deuxièmement, le fait que le cas sénégalais constitue un cas hybride où la transmission familiale n'a, pour le moment, pas abouti et en cela, conduit à identifier les conditions de possibilité et de non-possibilité d'une succession héréditaire. Enfin, parce que celle-ci repose, d'une part, sur la captation familiale du pouvoir à la tête de l'État (pour le père) et du parti du père (pour le fils) et, d'autre part, sur la construction d'une validation politique et électorale de la filiation, ce qui permet de distinguer l'héritage de l'héritier.

Si le projet de succession a inscrit la présence de Karim Wade en politique au-delà de l'exercice des deux mandats de son père (2000-2012), il soulève

2. Le recensement systématique des cas de successions familiales (1960-2017) que j'ai effectué dans le cadre des projets susmentionnés identifie 15 cas de succession familiale (hors monarchies), dont seulement trois se sont opérés en succession continue et directe (cas où le fils succède directement à son père au moment où celui-ci quitte le pouvoir : RDC 2001, Togo 2005, Gabon 2009) et trois cas en succession discontinue (cas où un intervalle de plus de deux ans sépare l'exercice du pouvoir et du fils : Maurice 1995, Botswana 2008, Kenya 2008) (Base de données Dynasties politiques, BROSSIER [à paraître]).

la question de son « intentionnalité »³. Wade père l'a démenti au cours de son deuxième mandat : « Le Sénégal est une démocratie, et, croyez-moi, si je voulais que Karim me succède, je pourrais grandement l'aider. Je ne suis pas plus bête que Bush père, après tout, mais [...] je lui déconseille ce marigot qu'est la politique de mon pays car je ne lui souhaite pas de vivre ce que j'ai enduré »⁴. Pour beaucoup, aucun doute cependant sur la mise en œuvre délibérée du projet de succession comme le souligne Ibrahima Thioub, historien à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar :

Oui, monsieur le Ministre, le président Wade n'a jamais dit et ne dira jamais qu'il a un projet de « dévolution monarchique du pouvoir ». Sans vous faire un procès d'intentions, nous savons par expérience que partout ailleurs où cela s'est fait, les actes nécessaires à son accomplissement ont été posés et nul ne s'y était trompé sauf ceux qui sont de mauvaise foi. [...] Jamais dans l'histoire du Sénégal un homme n'aura fait une ascension politique aussi fulgurante dans un parti au pouvoir avec, pour seule et unique référence politique, son élection comme conseiller municipal d'un scrutin perdu par sa coalition⁵.

En cherchant à restituer les logiques de sélection, de qualification et de disqualification posées par ce projet de succession héréditaire, cet article identifie trois enjeux majeurs : celui de la socialisation du fils dans les réseaux partisans et politiques ; celui de l'accumulation des ressources en vue de conserver les positions de pouvoir acquises par la famille et d'assurer la continuité des réseaux de clientèles mis en place par le père ; et enfin, celui de la manipulation du droit et des institutions (réformes réussies et avortées de la constitution) pour positionner le fils à confronter la virulence des résistances qui s'y opposent (mobilisations sociales, émeutes). Ces enjeux doivent être resitués dans le temps long de la trajectoire politique du pays. Considéré comme une des plus anciennes démocraties électorales en Afrique, le Sénégal constitue un cas intéressant, car il semblait à priori peu compatible avec un projet de succession héréditaire. Le récit mythique de la *success story* démocratique sénégalaise (Cruise O'Brien 1978 : 187) s'appuie sur l'absence de coups d'État, la neutralité de l'armée, une alliance entre politiques et

3. De nombreuses thèses circulent à ce sujet au Sénégal, notamment celle selon laquelle la mère Viviane Wade aurait largement encouragé son mari Abdoulaye Wade à soutenir l'entrée en politique de leur fils Karim.

4. Propos recueillis par M. Ben Yahmed, « Jusqu'où ira Karim Wade ?, *Jeune Afrique*, 21 janvier 2008.

5. En réponse à la « Lettre ouverte de Karim Wade » du 3 juillet 2011 sur les événements de juin 2011 (<<https://www.afrik.com/lettre-ouverte-de-karim-wade-aux-medias>>), voir I. Thioub, « Réponse ouverte à Monsieur Karim Wade », 09/07/2011, relayée par J.-F. Bayart sur son blog *Médiapart*, <<https://www.mediapart.fr/journal/international/040711/la-lettre-ouverte-de-karim-wade-aux-senegalais>>.

religieux, et une double alternance politique pacifique (2000, 2012). Le pays peut se prévaloir d'une expérience ancienne de la compétition et de la représentation politique, notamment depuis l'expérience des Quatre Communes au XIX^e siècle (Diouf 1998) qui a structuré un espace délibératif efficace garantissant la relative stabilité sociale et politique du pays (Bodian 2016 ; Brossier à paraître). Depuis son indépendance en 1960, le pays a connu des transformations majeures : le régime de parti unique sous Senghor (1960-1974) a été remplacé par un régime multipartite limité (1974-2000 : fin de mandat de Senghor puis celui de Diouf), puis par un régime multipartite (depuis 2000 : mandats de Wade puis Sall). Certains chercheurs voient dans cette évolution une « révolution passive » gramscienne (Fatton 1987 ; Diop & Diouf 2002). L'idée d'un « exceptionnalisme » politique sénégalais a cependant fait l'objet de vives critiques (Coulon 2000), certains chercheurs soulignant le caractère essentialiste d'une « lecture idéaliste et linéaire de la vie politique sénégalaise » (Dahou & Foucher 2004 : 6). Les travaux sur l'ère Wade ont résonné avec la permanence des « démocrates patrimoniaux » (Beck 1997), en soulignant la mise en place d'une « démocratie sans démocrates » (Diop 2009) marquée par les dérives autocratiques et patrimoniales du régime (Dahou & Foucher 2004 ; Beck 2008 ; Diop 2013). Certains, dans un effort de comparaison, ont catégorisé le régime comme un « semi-autoritarisme émergent » (Ottaway 2003) ou un « régime autoritaire compétitif » (Villalon 1994 ; Beck 2008 ; Levitsky & Way 2010 ; Riedl 2014 ; Kelly 2018).

Cet article s'inscrit dans un programme de recherche plus général sur le phénomène des dynasties politiques et des successions familiales du pouvoir⁶. Cette étude du cas sénégalais s'appuie sur un vaste matériel empirique composé d'un *corpus* extensif de la presse sur Karim Wade (2 000 articles recensés et analysés entre 2000 et 2017), d'archives du PDS fondé par Wade père et d'une revue des groupes « karimistes » de soutien au fils Wade sur les réseaux sociaux. Vingt-huit entretiens semi-directifs avec des cadres du PDS et de personnalités politiques sénégalaises ont été réalisés entre 2013 et 2018 ainsi que des observations participantes lors des campagnes électorales de 2007 et 2012, de diverses réunions politiques dans la période 2007-2017 en période non électorale (réunions de comités et réunions du parti, manifestations et rassemblements à Dakar). La prise de contact avec des membres de la famille Wade a été tentée à plusieurs reprises et par différents canaux, sans pour autant déboucher sur des résultats exploitables pour cette étude.

6. Projets « Hérité et politique : successions politiques et transmission familiale du pouvoir politique en Afrique subsaharienne » (FQRSC, 2013-2017, n° 175311) et « Dynasties en politique en Afrique : analyse comparée en Afrique de l'Ouest et centrale » (CRSH Savoir, 2017-2022, n° 435-2017-1285), Université Laval, Canada.

Force est de constater que l'accès aux dirigeants et élites politiques, des « dominants », est rendu difficile quand il s'agit de retracer les trajectoires de leur socialisation familiale dans l'arène du Parti et des élections et au sein de l'État et, qui plus est, quand elles sont engagées dans des trajectoires de patrimonialisation du pouvoir. Ceci constitue un défi méthodologique majeur (pourtant jamais évoqué dans la littérature) pour qui veut travailler sur l'objet dynastique de manière ethnographique au niveau de l'exécutif. Cela explique sans doute pourquoi de nombreuses études se concentrent sur le niveau parlementaire en travaillant à partir de bases de données stabilisées produites par les États sur leur personnel politique élu (principalement les députés) en les exploitant de manière quantitative (par exemple Feinstein 2010 ; Fiva & Smith 2018).

Choisir l'héritier : sélection du fils au sein de la famille et du Parti

L'élection à la tête de l'État d'Abdoulaye Wade en 2000, opposant historique à Senghor puis à Diouf et pape du « *sopi* » (« changement » en wolof), est saluée comme « historique » : « le Baobab a été déraciné » (Diop *et al.* 2000). Elle va cependant donner naissance à un régime assurant la permanence des logiques clientélistes et une pratique continue de personnalisation du pouvoir. Celle-ci passe notamment par une mise en visibilité extrême des enfants Wade : le fils Karim, dans l'espace politique depuis 2000, et de la fille Sindiély, dans l'espace culturel, tous les deux garants du patrimoine familial aux côtés de leur mère Viviane.

La trajectoire de la famille Wade s'inscrit dans la lutte politique menée depuis la fin des années 1950 par Abdoulaye Wade (né autour de 1926 à Kébémér) aux côtés de sa femme Viviane (française, née Vert, en 1932 à Besançon en France), mariés en 1963. Le couple a un fils Karim (né à Paris en 1968) et une fille Sindiély (née à Paris en 1972). Perçu comme un « nationaliste modéré » (Diagne 2013 : 101), A. Wade s'impose à partir des années 1960 comme un des *leaders* de l'opposition au pouvoir de Léopold Sedar Senghor, premier président élu au sortir de l'indépendance en 1960. Avocat formé en France, Wade crée le Parti démocratique sénégalais (PDS) en 1974 et participe aux premières élections législatives multipartites autorisées par Senghor en 1978. Élu député à l'Assemblée nationale (en continu de 1978 à 1998 puis, à nouveau, en 2017), il sera défait aux présidentielles de 1978 contre Senghor, puis de 1983, 1988 et 1993 contre Diouf. Si le PDS remporte quelques succès, liés en partie au charisme et au style populaire de Wade, qui utilise le wolof et porte le boubou dans ses apparitions publiques (Foucher 2007), les partis

d'opposition sont avant tout urbains car, faute de moyens, incapables de pénétrer les campagnes encadrées par le PS. Les années Diouf (1980-1990) sont marquées par les violences électorales de 1988 et 1993 liées aux accusations de fraude de l'opposition contre le régime, associées à l'érosion du système PS de gouvernement (Diop & Diouf 2002) et de précarisation sociale forte liée aux politiques libérales d'ajustements structurels (Diop 2013). Dans ce contexte délétère, l'élection présidentielle de 2000 cristallise les tensions et conduit l'opposition à sortir de sa fragmentation structurelle en proposant une alliance historique entre les trois grandes forces que sont le PDS, l'Alliance des forces pour le progrès (AFP) de Moustapha Niasse et l'Union pour le renouveau démocratique (URD) de Djibo Kâ, avec pour mot d'ordre « *sopi* », particulièrement populaire auprès de la jeunesse) et Abdoulaye Wade comme candidat. Il sera élu Président en mars 2000 lors d'une élection historique (au 2^e tour avec 58,5 % des voix) engageant le pays dans sa première alternance politique. Rapidement, la vaste coalition formée autour d'Abdoulaye Wade explose. Très tôt, l'opposition et la presse critiquent la gestion opaque et personnalisée du président Wade, les multiples révisions constitutionnelles opportunistes ainsi que la démesure des programmes de dépenses publiques (notamment grands travaux) qu'il met en œuvre. Face à la contestation, le régime exerce une forte pression sur l'espace public et se montre complaisant à l'égard des dérapages (menaces et agressions anonymes, arrestations abusives) que subissent les opposants et la presse indépendante (Havard 2004 ; Faye 2013). Wade reste pourtant populaire et est réélu à la présidentielle de 2007 au premier tour avec 56 % des voix. Sous le choc de l'ampleur de cette victoire dès le premier tour, l'opposition dénonce des fraudes et boycotte les élections législatives de juin 2007, où un corps électoral peu mobilisé (35 % de participation) donne la majorité absolue au PDS avec 131 des 150 sièges de l'Assemblée nationale.

C'est au cours du premier mandat de Wade que va progressivement émerger son fils Karim comme une figure incontournable de la gestion patrimoniale du pouvoir de son père, posant ainsi la question sur la scène publique d'une succession héréditaire entre père et fils. Celle-ci débute tout d'abord à la faveur d'un double processus, la sélection de l'héritier biologique puis sa conversion en héritier politique, qui s'opère dans deux espaces distincts : la famille (au sein de la fratrie) et le Parti (à la faveur des luttes pour le pouvoir engagées par les dauphins politiques désignés, un temps, comme tels par leur père putatif).

Au sein de la famille, la sélection s'opère entre les deux enfants du couple que sont Karim et Sindiély. Tout comme son frère, celle-ci va rester discrète (études d'ingénieure en France puis début de carrière dans l'audit chez de Coopers & Lybrand à Genève) jusqu'à sa nomination en 2000

comme conseillère spéciale de son père (domaine des arts et de la culture). Elle s'occupe notamment de la participation de son père au sommet du World Economic Forum à Davos en janvier 2001 et du plan « Omega »⁷. Elle est nommée déléguée adjointe aux côtés de l'ex-ministre Abdoul Aziz Sow, du Festival des arts nègres (FESMAN) pour sa troisième édition en 2010. Par la suite, elle est poursuivie par l'Inspection générale du Sénégal pour détournement de fonds publics (1 milliard de FCFA) dont elle remboursera 400 millions de FCFA en 2014. Ce scandale se déroule en parallèle de l'inauguration du Monument pour la Renaissance africaine à Dakar, projet pharaonique très contesté (De Jong & Foucher 2010 ; Mourre 2017)⁸ dont la gestion au bénéfice de Wade lui-même (35 % des bénéfices lui reviennent au titre de la propriété intellectuelle) souligne la nature des logiques de patrimonialisation à l'œuvre⁹. De son côté, Viviane Wade, engagée de longue date aux côtés de son mari, s'investit dans le social¹⁰, notamment à travers la Fondation « Agir pour l'éducation et la santé » (FAES) dite la « Fondation Wade » qu'elle préside¹¹.

En miroir de l'implication marquée de la mère et de la fille dans le *business* familial et patrimonial du père, celle du fils va s'affirmer sur la scène politique et partisane en étant propulsé comme l'héritier biologique et politique de son père. Le choix du descendant masculin direct comme héritier souligne deux logiques : d'une part, comment la parenté constitue un espace de sélection genrée des héritiers¹² (le fils est positionné et sélectionné en politique, tandis que la fille investit le champ culturel) et, d'autre part, comment la famille constitue un espace de socialisation politique et d'acquisition de capitaux

7. Présenté comme le projet de Davos de l'Afrique, qui sera fondu par la suite dans le NEPAD. Voir s. a., « Les "enfants-experts" de Wade », *La Lettre du Continent*, 31/05/2001.

8. Voir l'entretien avec Wade père, s. a., « Wade, le président et sa statue », *Le temps*, 04/11/2011, <<https://www.letemps.ch/culture/wade-president-statue>>.

9. Wade répondra aux critiques en annonçant que les profits personnels iraient à une fondation d'aide à l'enfance gérée par sa fille Sindiély.

10. S. a., « Viviane Wade : le social comme crédo », in « Femmes au Sénégal », *Les Cahiers de l'Alternance* (Dakar), Partenariat Fondation Konrad Adenauer et Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI), 10, décembre 2006.

11. Le soutien d'une fondation suisse et l'afflux de capitaux en 2010 mettront aux prises le « fils adoptif » (S. Couasnet, un ingénieur agronome français qui en a fait un modèle économique prospère) et le « fils naturel », Karim, lorsque celui-ci décide de reprendre la main sur la fondation en disqualifiant Couasnet par un scandale de détournement de fonds de 300 millions de FCFA en 2012. Voir M. Meddeb, « Sénégal : les Wade, la Francafrique, et un nouveau scandale industriel », *Mediapart*, 26/07/2012, <<https://www.mediapart.fr/journal/international/260712/senegal-les-wade-la-francafrique-et-un-nouveau-scandale-industriel?onglet=full>>.

12. Ce que confirme l'exploitation de mon enquête sur le genre des transmissions familiales à la tête de l'exécutif (Base de données Dynasties politiques, BROSSIER [à paraître]).

(financiers, symboliques, politiques) nécessaires à la succession père/fils. Les membres d'une famille socialisée en politique ne sont pas pour autant tous amenés à accéder à des mandats politiques. Il est donc nécessaire d'identifier, d'une part, la manière dont les candidats « éligibles » au sein de la famille sont sélectionnés puis préparés ; et, d'autre part, la manière dont ces « élus » familiaux s'imposent dans la course à l'investiture familiale (dans la fratrie) et politique. À cet égard, J. Brownlee (2007 : 597) identifie les conditions d'une succession héréditaire : d'une part, que le *leader* au pouvoir soit prêt¹³ à transmettre, de manière non violente, le pouvoir à un héritier qu'il aura désigné ; d'autre part, qu'un des membres de sa famille (au sens nucléaire ou élargi) puisse se conformer aux critères d'un héritier adulte masculin « viable ». Brownlee souligne l'existence d'une « double opportunité » à la fois politique (rester au pouvoir pour le *leader* jusqu'au moment de choisir son héritier) et biologique (existence et sélection d'un candidat « éligible » à cette succession) dont on peut faire le constat dans le cas de la famille Wade : d'un côté, la longue durée de la carrière politique d'Abdoulaye Wade en fait un *leader* âgé (il aurait 86 ans en 2012 à la fin de ses deux mandats présidentiels) et « prêt » politiquement à voir un héritier lui succéder ; de l'autre, son fils Karim est un héritier « viable » qualifié à la fois par son sexe, son âge (né en 1968) et par sa centralité dans les réseaux partisans et étatiques dans les années 2000.

La sélection du fils va donc moins s'opérer aux dépens de la fratrie (entre Karim et Sindiély) que des héritiers putatifs politiques au sein du Parti. La lutte pour la succession les opposera selon différentes configurations au cours des mandats de Wade et par la suite : les héritiers politiques entre eux, les héritiers politiques contre l'héritier biologique, puis les héritiers politiques contre le Président (alliance des fils renégats en réaction à la destitution de leur filiation symbolique, chacun ayant fondé son propre parti pour l'élection de 2012), pour finir par la victoire de l'ancien fils politique, Macky Sall, élu aux élections présidentielles de 2012 contre son ancien père putatif (et non pas contre le fils de celui-ci) qui mènera à la disqualification du fils (condamnation pour enrichissement illicite et emprisonnement suivi d'une non éligibilité aux élections).

Au sein du PDS, l'âge de Wade et la limite constitutionnelle à deux mandats présidentiels consécutifs posent de plus en plus ouvertement la question de la succession au *leadership* du parti. La montée en puissance de Karim s'opère au détriment d'un certain nombre de jeunes cadres du Parti (notamment Idrissa Seck, Macky Sall, Cheikh Tidiane Gadio ou Modou Diagne Fada) et d'anciens cadres engagés de longue date aux côtés de Wade (notamment Madické Niang,

13. Prêt ne signifie pas forcément qu'il doit être âgé.

Oumar Sarr, El Hadj Amadou Sall, Pape Diop) qui s'étaient positionnés dans la course à la succession.

Le premier à en subir les conséquences est Idrissa Seck, le « fils contrarié »¹⁴, longtemps surnommé « l'enfant gâté » d'Abdoulaye Wade. Né en 1969 (il a le même âge que Karim), Idrissa Seck fait ses classes militantes au PDS au sein duquel il entre à l'âge de 14 ans. Après ses études à Sciences Po Paris dont il sort diplômé en 1986, il est nommé ministre du Commerce, Artisanat et de l'Industrialisation (1996-1998) sous Diouf. Témoinnant de son ascension fulgurante au sein du Parti, il devient, à 29 ans, directeur de la campagne présidentielle de Wade en 1998 et numéro 2 du PDS. Après la victoire de Wade à la présidence en 2000, il est nommé ministre d'État (2000-2002) puis Premier ministre, fonction qu'il occupe entre 2002 et 2004, et maire de Thiès entre 2002 et 2014 (troisième plus grande ville du pays à cette époque). Promis à la succession d'Abdoulaye Wade, Seck tombe pourtant en disgrâce en 2004 lorsque son mentor l'écarte de la primature, suivi d'une mise en accusation pour détournement de fonds et corruption dans l'affaire dite des « Chantiers de Thiès » pour laquelle il sera emprisonné entre 2005 et 2006, puis finalement discrètement libéré car relaxé suite à un non-lieu partiel en 2006 puis total en 2009. Il annonce, peu de temps après sa libération, la création de son parti Rewmi (« le pays » en wolof) en 2006, puis sa candidature à l'élection présidentielle de 2007, s'opposant frontalement à son ancien mentor lors de la campagne. Il finit par retourner dans la « maison du père » et « sa famille naturelle le PDS » en 2009 jusqu'à son exclusion définitive du Parti en avril 2011 lorsqu'il dénonce la non-constitutionnalité de la candidature de Wade pour un troisième mandat aux élections de 2012. Après son échec lors du premier tour des élections présidentielles de 2012, il fait alliance avec Macky Sall, l'autre fils déchu, en soutenant sa candidature au sein de la coalition menée par ce dernier « Benno Bok Yakkar » (BBY) dont il finit par sortir en septembre 2013. Il est, depuis 2014, président du Conseil départemental de Thiès et fait partie des cinq candidats retenus par le Conseil constitutionnel en vertu de la loi sur les parrainages¹⁵ pour les élections présidentielles de février 2019 qu'il perd au premier tour avec 20,5 % des voix contre Macky Sall.

14. A. Hart, « Sénégal : Les trois "fils" d'Abdoulaye Wade », *Slate Afrique*, 26/03/2012, <<http://www.slateafrique.com/83805/senegal-trois-fils-abdoulaye-wade-succession>>.

15. Loi n° 2018-22 du 04 juillet 2018 portant révision du Code électoral qui impose un parrainage d'au moins 0,8 % du corps électoral (environ 53 000 signatures) issus de sept régions différentes aux candidats à l'élection présidentielle, loi particulièrement contestée par l'opposition lors de son adoption par l'Assemblée nationale et ayant donné lieu à des violences urbaines à Dakar au printemps 2018. Voir <<https://www.sec.gouv.sn/loi-n%C2%B0-2018-22-du-04-juillet-2018-portant-r%C3%A9vision-du-code-%C3%A9lectoral>>.

La trajectoire de Seck est directement liée à celle de l'autre fils déchu, Macky Sall, dont la position aux côtés de Wade se consolide, une fois le départ de Seck acté en 2004. Né en 1961, ingénieur de formation, il est tout d'abord militant dans des mouvements d'extrême gauche, avant d'entrer au PDS en 1987. Il monte rapidement en grade et participe activement à la campagne de Wade en 2000. Il est nommé ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique entre 2001 et 2002, puis ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et porte-parole du gouvernement entre 2002 et 2004. Lors du départ de Seck en 2004, il devient Premier ministre jusqu'en 2007. Il est directeur de la campagne à l'élection présidentielle de Wade en 2007 mais ne sera, pour autant, pas reconduit à la primature après la réélection de celui-ci. En tête de la coalition « Sopi 2007 » lors des législatives qui se tiennent la même année, il est élu député. En tant que président de l'Assemblée nationale (2007-2008), il cherche à convoquer Karim Wade à l'Assemblée nationale pour l'auditionner sur sa gestion des fonds publics comme directeur de l'ANOCI (Agence nationale de l'organisation de la conférence islamique) (Coulibaly 2009). Il va, à son tour, subir les foudres du « monarque » en étant désavoué et ostracisé au sein du PDS avec la suppression de son poste de vice-président du comité directeur du PDS (qu'il occupait depuis 2004). Wade fait également voter par la majorité présidentielle la réduction de son mandat de président de l'Assemblée nationale de cinq à un an. Il est ensuite accusé de blanchiment d'argent, affaire dans laquelle il obtient un non-lieu en 2009. En 2008, il quitte le PDS, démissionne de l'ensemble des postes électifs qu'il a obtenus au nom du Parti, et rentre dans l'opposition en créant le parti de l'Alliance pour la République (APR). Il mène la fronde contre Wade dont le second mandat est entaché de nombreux scandales et malversations (Organisation de la conférence islamique [OCI], FESMAN, Monument de la Renaissance africaine). Il choisit de battre campagne auprès de la diaspora en vue de la présidentielle de 2012 (Smith 2015) et de se présenter comme un « Sénégalais de synthèse » revendiquant la mixité de son origine haalpulaar et de sa culture sérère et wolof¹⁶. Il sort vainqueur du second tour avec 65,8 % des voix avec la coalition Benno Bok Yakkar (BBY) à laquelle participe Idrissa Seck. Il est réélu pour un second mandat le 24 février 2019 avec 58,27 % des voix au premier tour lors des dernières élections présidentielles âprement disputées.

16. Interview avec L. Correau, RFI, mars 2012, <<http://xalimasn.com/video-macky-sall-je-suis-un-senegalais-de-synthese-un-pulaar-de-culture-serere-le-president-elu-revient-sur-son-enfance-et-ses-origines-culturelles-et-ethniques/>>.

Qualifier le fils dans la compétition partisane :
la « Génération du concret »

La sélection du dauphin politique (qu'il soit biologique ou non) doit se doubler d'une capacité à prendre la tête du Parti, de s'assurer l'adhésion des militants, puis de remporter les élections pour accéder à la tête de l'État. La sélection de l'héritier au sein de la famille doit donc être assortie d'un processus de qualification de l'héritier dans l'arène partisane, médiatique et électorale. Cette qualification s'appuie sur une « présomption de statut » (Briquet 1992) découlant de l'avantage politique que confère l'usage du patronyme familial (« *name recognition effect* », Van Liefferinge *et al.* 2012 ; Kam & Zechmeister 2013). Elle suppose aussi que l'héritier accepte et accueille l'héritage qui lui est transmis. Ceci implique que, lors de sa socialisation familiale et politique, l'héritier soit préparé afin d'acquérir un ensemble de prédispositions pour accueillir cet héritage (Bourdieu 1980). L'héritier mobilise ensuite ses propres ressources pour « habiter » l'héritage qui lui est transmis au regard des sollicitations et exigences des familles biologiques et politiques, notamment afin d'entretenir les réseaux de clientèles et de patronage qui ont été construits sous l'étiquette du patronyme familial commun.

Longtemps méconnu et impopulaire auprès des Sénégalais, Karim Wade incarne la figure d'une élite internationalisée (études en France puis début de carrière professionnelle en Angleterre), perçu comme « *toubab* » (blanc/étranger) du fait de son absence d'enracinement sénégalais (on l'appelle « le fils caché »¹⁷ car il ne rentre à Dakar que pendant les vacances ou les campagnes électorales de son père), son incapacité à parler wolof et son absence de passé militant. Sa filiation avec le président n'est pas suffisante en soi pour le « qualifier » comme héritier « viable ». Le rapport de « filiation territoriale » (Abélès 1992) entre le patronyme familial et le territoire national va faire l'objet d'un travail de construction au cours des années 2000 pour tenter de créer et d'entretenir l'idée d'une « consanguinité » avec l'électeur, afin de naturaliser et de légitimer l'héritier. Ce travail de qualification passera par différentes étapes d'ordre géographique (il revient habiter en famille au Sénégal), émotionnel (Karine, sa femme française qui décède en avril 2009, est enterrée au Sénégal, le laissant avec trois enfants en bas âge dont s'occupera leur grand-mère Viviane), identitaire (son second prénom Meïssa, de son arrière-grand-père paternel, va être mis en avant pour renforcer sa « sénégalité » mise en scène par le port de tenues traditionnelles et d'une dévotion musulmane affichée), médiatique (stratégie d'ultra visibilité dans

17. A. Wade n'y fait pratiquement pas référence dans ses mémoires fleuves (WADE 2008).

la presse à partir de 2000 qui le positionne et le légitime dans l'espace public et politique), partisane (il pérennise son mouvement au sein du PDS) et institutionnelle (postes ministériels).

Au cours des deux mandats présidentiels de son père Abdoulaye Wade (2000-2012), son ascension, perçue comme « fulgurante », est mise en place, pour certains, par des méthodes « presque stalinienne » (Diop 2013 : 86). Après des études primaires (école franco-sénégalaise de Fann) et secondaires (collège Ste-Marie de Hann) à Dakar, il part en pensionnat à Pontoise en France (collège Saint-Martin-de-France) où il obtient son baccalauréat (série B, économie) en 1988. Il obtient ensuite son DESS à la Sorbonne en 1995 en ingénierie financière à l'issue duquel il rejoint Londres, tout d'abord pour la banque d'affaires UBS Warburg en fusion-acquisition (secteur mines) où il développe ses réseaux en Afrique (Gabon, Angola, Congo, Guinée et Côte d'Ivoire), et dans le monde de la finance et des multinationales (De Beers, AngloAmerican ou Texaco). Il est socialisé avec sa sœur aux réseaux du PDS à Paris en participant à des actions de mobilisations, mais reste quasiment inconnu à la fin des années 1990 au Sénégal lorsqu'il revient soutenir la campagne présidentielle de son père au sein de l'équipe logistique qu'il dirige (aux côtés de Farba Senghor). Après la victoire de son père, il revient s'installer au Sénégal lorsqu'il est nommé conseiller personnel du Président en 2002. Il gère notamment la mise en œuvre du futur Aéroport international Blaise Diagne (AIBD)¹⁸, la réorganisation des Industries chimiques du Sénégal (ICS), alors fleuron industriel du pays et très rapidement au bord de la faillite¹⁹. Il devient le « chien de garde » de son père, consolidant ainsi sa place dans les réseaux du Parti au sein de l'élite technocrate, et s'imposant dans les médias comme une figure centrale de la vie politique sénégalaise. En 2004, il fait son entrée sur la scène internationale en devenant le président controversé de l'ANOCI (Agence pour l'organisation de la conférence islamique) qui prépare le 11^e sommet de l'OCI, premier à avoir lieu sur le sol africain. Sa gestion fera l'objet d'une enquête de la part de l'Agence de régulation des marchés publics (ARMP) à la suite de la publication par le journaliste Abdou Latif Coulibaly (2009) de son essai *Contes et Mécomptes de l'ANOCI*.

S'il est propulsé sur la scène médiatique à partir de la campagne présidentielle de son père en 2000, c'est la conquête du Parti qui va constituer

18. O. Ndiaye, « À propos des prétendues "compétences" de Karim Wade : exemple du montage scabreux de l'Aéroport International Blaise Diagne », *Blog Médiapart*, 25/10/2010, <<https://blogs.mediapart.fr/oumar-ndiaye/blog/251010/propos-des-pretendues-competences-de-karim-wade-exemple-du-montage-sca>>.

19. M. Meddeb, « Sénégal : dans la famille Wade, Karim, le fils sulfureux », *Médiapart*, 24/12/2012, <<https://www.mediapart.fr/journal/international/240212/senegal-dans-la-famille-wade-karim-le-fils-sulfureux?onglet=full>>.

l'espace de lutte le plus disputé. Son entrisme dans le Parti se formulera autour d'un mouvement/*lobby* appelé la « Génération du concret » (GC) — issu de son *leadership* à la tête de l'ANOCI — qu'il co-anime avec Abdoulaye Baldé, alors directeur exécutif de l'ANOCI et secrétaire général de la présidence (2001-2009). L'expression « Génération du concret », devise inscrite sur le fronton d'un pont de la corniche de Dakar, rapidement omniprésente dans l'espace urbain dakarois, devient le fer de lance de cette « [jeune] génération qui a fait du concret ». Ce slogan devient le cœur de la stratégie de communication politique se mettant en place autour de Karim qui cultive ainsi sa posture médiatique de « bâtisseur »²⁰ d'un nouveau Sénégal, comme l'a fait avant lui son père (Sarr 2013). À la fin du premier mandat de Wade (autour de 2006-2007), la GC est transformée en mouvement politique et agrège des figures montantes du PDS, mais recrute aussi en dehors du Parti. Autour de Karim Wade et Baldé se constitue un cercle rapproché composé d'Hassan Ba (qualifié d'idéologue du mouvement), Madior Sylla (conseiller en communication), Bara Gaye (élu à la tête de la section des jeunes du PDS, l'Union des jeunes travailleurs et libéraux [UJTL]), Cheikh Diallo (conseiller), Baba Wone, Kalidou Diallo, Awa Ndiaye et Mamadou Lamine Keïta, notamment. Si la GC partage les mêmes « idéaux libéraux » que le PDS, le groupe cherche à s'en distinguer et à s'imposer par un effet de différenciation générationnelle et militante, en recrutant notamment dans la diaspora.

La trajectoire du mouvement va se structurer en tension entre les cadres et militants historiques du PDS et les membres de la GC (elle-même clivée avec, d'un côté, les partisans d'une autonomisation en dehors du PDS et, de l'autre côté, ceux qui veulent en faire un courant au sein du Parti). C'est ce dont témoigne le parcours militant de Modou Diagne Fada (né en 1969), entré au PDS en 1983 à 14 ans, membre du secrétariat national dès 1993, chef de cabinet de Wade en 1997 et membre du comité directeur du PDS en 1998, investi sur la liste du PDS lors des législatives de 1998 et élu député sans interruption depuis. Sa popularité auprès de la jeunesse et au sein du Parti en font un proche de Wade qui le nomme ministre de la Jeunesse quand il devient président, puis porte-parole du Parti et ministre de l'Environnement de 2001 à 2007 tout en président l'UJTL (avant Bara Gaye de la GC). Entre 2005 et 2007, il est mis à distance par Wade père, ce qui l'amène à créer son mouvement Waar-Wi (« lopin de terre » en wolof), remportant trois sièges aux élections de 2007 et lui permettant de regagner sa place au sein du Parti. Wade le nomme ministre de la Santé et de la Prévention (2009-2012). Après la victoire de Macky Sall,

20. « Karim ne parle pas » parce qu'« il travaille » en référence aux coûteux projets de modernisation des infrastructures de la ville engagés dans le cadre de l'organisation de l'OCI (notamment ceux de la corniche).

il fait partie des douze députés PDS élus dans l'opposition et préside le groupe parlementaire des Libéraux et Démocrates à l'Assemblée. Alors qu'il est considéré comme un des barons du Parti et un candidat sérieux à la succession de Wade, il est finalement exclu du Parti en octobre 2015²¹ après avoir mené une fronde demandant la refonte des instances internes du Parti²². Ce déclassement, pour certains conséquence directe de son hostilité à la candidature de Karim à la présidentielles de 2017 (reportée à 2019 à la suite de la réforme du septennat en 2016)²³, le fait entrer dans l'opposition. Il lance en mai 2016 son parti Les démocrates réformateurs (LDR/YEESAL) dont il sera le seul député élu aux législatives de 2017. À l'été 2018, il annonce soutenir la candidature de Macky Sall (alliance des fils renégats) pour les présidentielles de 2019. Il incarne particulièrement bien la trajectoire d'ascension d'une relève militante déclassée par le positionnement de l'héritier biologique :

Le fait qu'ils aient appelé leur mouvement la « Génération du concret », ça affaiblit le parti [...]. Pour moi, la plupart était des opportunistes, autour de Karim Wade, le tout-puissant fils de son père, mais ils n'étaient pas des militants de cœur, et la preuve c'est que tous les animateurs de la GC ne sont maintenant plus là. Quand Seck était au PDS, Karim n'était pas grand, il n'avait pas commencé à grandir, et quand il a commencé à grandir, il entendait aussi prendre toute sa place auprès de son père. Karim est entré dans la chose politique et forcément il a beaucoup plus d'atouts que les autres, ça crée de l'embouteillage, ça crée des conflits et ça crée des factions. Nous l'avons tous payé très cher. Mais je vois mal quelqu'un comme moi ou Oumar Sarr [actuel coordonnateur national du PDS] dire que nous sommes des karimistes, non nous on ne peut pas. Si Karim sort blanchi [des poursuites pour enrichissement illicite], on n'aura pas le choix que de le supporter pour être candidat à l'élection présidentielle. Mais ça doit venir de l'intérieur du parti, alors le parti il faut le confier aux militants. À ceux qui étaient là, à ceux qui ont travaillé, à ceux qui ont organisé la compétition démocratique [...]. Je ne crois pas que Karim soit capable de gérer dans la continuité de son père et du parti, parce qu'il ne connaît pas le parti. Il connaît pas le pays et il n'a pas vraiment milité dans le parti, il ne connaît pas les militants, et cette culture de rester ici jusqu'à minuit pour recevoir les gens, je ne suis pas sûr qu'il l'a²⁴.

Lors des élections locales de mars 2009 (des conseillers ruraux, municipaux et régionaux), la GC finit par présenter ses membres sur la liste commune

21. « Le Secrétariat national du PDS exclut définitivement Modou Diagne Fada », Communiqué du PDS, 16 octobre 2015, <<http://news.adakar.com/documents/docs/com-press-pds.pdf>>.

22. Son refus de céder sa place à Aida Mbodj à la tête du groupe parlementaire sert de déclencheur à la procédure disciplinaire d'exclusion du Parti du 16 octobre 2015.

23. Lors du référendum constitutionnel du 20 mars 2016.

24. Entretien avec Modou Diagne Fada, siège du PDS, Dakar, juin 2013.

du PDS²⁵. Karim Wade y mène sa première campagne pour l'accès à un mandat électif (au quatrième rang de la liste Sopi 2009 menée par le maire sortant Pape Diop pour un siège de conseiller municipal à Dakar-Ville, ce qui le rend éligible comme maire si la liste est élue). Son échec cuisant lors de ces élections contre celui qui va devenir le très populaire maire PS de Dakar, Khalifa Sall, s'inscrit dans le cadre d'un revers électoral majeur pour le camp présidentiel²⁶. La GC, qui explose en 2012 avec le départ de Baldé (qui crée l'Union centriste du Sénégal [UCS]) et le début des poursuites judiciaires contre Karim Wade, a constitué à la fois un espace de socialisation et un incubateur, mais pas un instrument de conquête du pouvoir (Lô 2013-2014) mettant en évidence le fait qu'il « n'existe pas de génération spontanée en politique ou presque »²⁷.

Logiques de qualifications et de disqualifications

La conquête d'une position centrale au sein du PDS à partir de la plateforme que constitue la GC a permis de qualifier l'héritier au sein du Parti pour en faire ensuite un candidat crédible dans l'arène électorale. Or, celle-ci, organisée par des règles (cumul et limites de mandats, mode de scrutin, etc.) qui institutionnalisent la compétition politique, apparaît cruciale puisqu'elle distingue les « dans le jeu » des « hors-jeu ». L'échec de Karim aux élections de 2009 constitue ainsi une première contrainte forte au projet de succession héréditaire. Wade père va y répondre en menant une stratégie de contournement pour tenter de qualifier son fils en le positionnant à des postes nominatifs au cœur de la machine étatique. Karim se voit ainsi offrir le poste de ministre de la Coopération internationale, du Développement régional, des Transports aériens et des Infrastructures qui contrôle 46 % du budget total de l'État. Qualifié de « ministre de la Terre et du Ciel » pour les responsabilités et le budget qu'il gère, il est néanmoins très décrié en raison des nombreux scandales auxquels il est associé, notamment autour de la gestion étatique de l'électricité²⁸. Malgré

25. Entretien avec Toussaint Manga, président de l'UJTL, siège du PDS, Dakar, juin 2013.

26. Voir notamment M. Fall, « Les urnes ont-elles levé l'hypothèque Karim ? », *SudOnline*, 24/03/2019, <http://www.rewmi.com/locales-2009-les-urnes-ont-elles-leve-l-hypothèque-karim_a16472.html> ; A. A. Thiam, « Enseignements de la déroute des Wade », *SudOnline*, 24/03/2019, <https://www.xibar.net/OPINION-ENSEIGNEMENTS-DE-LA-DEROUTE-DES-WADE_a15515.html>.

27. Cheikh Yerim Seck, « Où est passée la Génération du Concret ? », *Dakaractu. com*, 05/09/2011, <https://www.dakaractu.com/Ou-est-passee-la-Generation-du-concret-Par-Cheikh-Yerim-Seck_a2589.html>.

28. Alors que les délestages empirent, la Société sénégalaise d'électricité (Senelec) n'est pas capable d'assurer les besoins de la capitale (pris en charge par une société américaine) et

cette exposition négative et sa réputation de « Monsieur 15 % »²⁹, il est nommé en octobre 2010 au poste convoité de ministre de l'Énergie jusqu'à la défaite de son père en février 2012.

L'entreprise de qualification prend également une forme institutionnelle. La suppression puis le rétablissement du Sénat (créé en 1999 sous Diouf puis dissout en 2001 par Wade, recréé par celui-ci en 2007 puis supprimé par Sall en 2012) fait craindre à beaucoup une tentative de « coup institutionnel » pour mettre en place le projet dynastique³⁰. La seconde tentative de « bricolage institutionnel » intervient en juin 2011 avec le projet de réforme constitutionnelle qui prévoit la mise en place d'un ticket présidentiel conduisant à la création d'un poste de vice-président (impliquant la possibilité d'une passation de pouvoir au Vice-Président sans repasser par une élection) et l'abaissement du pourcentage des voix nécessaires pour remporter une élection présidentielle (dispositif qui donne la victoire au candidat arrivé en tête au premier tour s'il a obtenu au moins 25 % des voix et supprime de ce fait le principe de majorité absolue).

Mais ces tentatives vont enclencher un processus de disqualification qui passe par une mobilisation contestataire majeure. Depuis l'organisation des Assises nationales en juin 2008 dont la mission était de dresser un état des lieux de la crise politique et institutionnelle avec pour objectif une « refonte » de l'État et de la nation) s'organise la contestation au régime Wade en rassemblant des représentants de la société civile et de l'opposition (syndicats, partis, intellectuels, etc.). Au cours de cette période, émergent de nouvelles figures de la contestation comme le mouvement « Y'en a marre » regroupant des artistes hip-hop, journalistes et jeunes des banlieues de Dakar (Awenengo d'Alberto 2012). Le 23 juin 2011, lorsque le régime propose le projet de double réforme constitutionnelle (ticket présidentiel et élection à 25 % des voix) s'organise une virulente opposition qui dénonce la tentative de mise en place d'une « dévolution monarchique du pouvoir ». La contestation craint que Wade père et fils se présentent ensemble sur le ticket et que le président Wade démissionne en cours de mandat pour laisser sa place à son fils. S'organise

ce, malgré le plan Takkal (plus d'un milliard d'euros) lancé pour restructurer le secteur sans aucune transparence dans l'attribution des marchés publics.

29. En raison des commissions sur des contrats publics qu'il est suspecté de percevoir, comme le relève un câble américain divulgué par Wikileaks : « Senegal's Karim Wade - The Heir Apparent ? », Cable 09DAKAR290_a, 09/03/2009, <https://wikileaks.org/plusd/cables/09DAKAR290_a.html>.

30. Selon le scénario suivant : si Karim devenait membre du Sénat et président de l'institution et que Wade venait à ne plus pouvoir exercer ses fonctions présidentielles (incapacité physique ou décès), l'ordre de succession à la tête de l'État en cas de vacance du pouvoir, pourrait positionner Karim à sa place.

alors une très forte mobilisation à Dakar qui tourne rapidement en émeutes urbaines en juin-juillet 2011 à l'occasion de coupures d'électricité majeures obligeant les autorités à mettre en place, à l'approche de l'élection présidentielle, un coûteux plan de soutien au secteur énergétique. À cette occasion, se forme le Mouvement du 23-Juin (M23) 2011 qui fédère une soixantaine d'organisations de la société civile et de partis politiques qui va coordonner la lutte contre la candidature Wade à ce troisième mandat³¹. Suite aux vives tensions que génère ce projet au sein même du PDS, Wade finit par reculer sur le projet de réforme constitutionnelle mais pas sur l'idée de se présenter à la présidentielle de 2012. Une longue polémique s'engage sur la constitutionnalité de sa candidature, Wade et ses avocats arguant que celui-ci n'est pas concerné par la limitation à deux mandats établie par la Constitution de 2001, puisqu'il a été élu un an avant. Les tensions politiques s'aggravent à la fin de janvier 2012, lorsque le Conseil constitutionnel valide la candidature de Wade. Les jours suivants, des troubles font plusieurs morts.

En mars 2012, la victoire de Macky Sall élu président, en étant porté par son parti l'APR et la coalition « Benno Bokk Yakaar », témoignent d'un vote de sanction de la fin de l'ère Wade et de l'impopularité grandissante de la gouvernance familiale du pouvoir liée aux nombreux scandales d'accaparement des biens publics et à l'approfondissement de la crise sociale. Dans ce contexte, Macky Sall, fils déchu et déçu, joue la carte de la probité morale et de la transparence, comme en témoignent ses slogans de campagne : « *Yoonu Yokkute* » (« La voie de la richesse et de l'abondance »), « Gagner ensemble, gérer ensemble », « Ensemble, rebâtissons la République ». Sa communication politique se structure autour d'une rhétorique gestionnaire garantissant le développement par une gestion transparente, moralisée et technocratique de l'État en ligne qui fera de Macky Sall un « *donor darling* » des bailleurs internationaux (Brossier & Bouilly 2014, 2015, 2016).

Une fois élu, et bien qu'il se défende de toute « chasse aux sorcières », Sall va engager une lutte « fratricide » contre Karim Wade en déclenchant une procédure judiciaire pour délit d'enrichissement illicite (à hauteur de 693 milliards de FCFA) afin de le disqualifier sur le plan politique et électoral. Sa mise en demeure puis son emprisonnement en avril 2013 précédant un procès

31. Lors de l'accession de Wade au pouvoir en 2000, la durée du mandat présidentiel est de sept ans. En 2001, le Président Wade fait adopter une réforme constitutionnelle qui ramène cette durée de sept à cinq ans et instaure une limite de deux mandats consécutifs. En 2008, Abdoulaye Wade fait machine arrière et revient au septennat. Voir notamment la chanson du rappeur Didier Awadi « *Ma waxoon waxeet* » : « J'ai dit, je me dédis » (été 2011) en référence à une déclaration de Wade affirmant qu'il ne respecterait pas l'engagement pris en 2007 de n'exercer que deux mandats présidentiels : <<http://www.rfi.fr/afrique/20110923-waxoon-waxeet-air-contestation>>.

fleuve entre 2014 et 2015 (auquel assiste quotidiennement sa mère mais pas son père, resté en France) se concluent le 23 mars 2015 par sa condamnation par la très controversée Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI)³², une peine de six ans de prison ferme et une amende de 138 milliards de FCFA. Le camp pro-Karim critique la compétence de la Cour arguant, qu'en tant qu'ancien ministre, il bénéficie d'un privilège de juridiction et devrait être jugé par la Haute Cour de Justice (la polémique sans fin alimentera les débats entre juristes et constituera le cœur de l'argumentation du *pool* d'avocats de Karim pendant la première période du procès en août 2014 et fait l'objet d'un recours auprès de la CEDEAO). Les critiques portent également sur la charge de la preuve qui incombe à l'accusé (il ne dispose donc pas de la présomption d'innocence), le pouvoir discrétionnaire du procureur et plus généralement sur l'« acharnement judiciaire » que subit Karim, dénoncé par des organisations de défense des droits de l'Homme ainsi que par le Groupe de travail sur la détention arbitraire du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU (rendu en avril 2015, avis confirmé en janvier 2016)³³. Finalement, en juin 2016, Macky Sall concède la grâce présidentielle (et non à son amnistie). Sa libération sera néanmoins critiquée par ceux qui y voient une justice des puissants (notamment « Y en a Marre » ou encore l'autre fils déchu, Idrissa Seck) et ceux qui l'expliquent par un « *deal* » avec l'ancien président Wade et le Qatar (pays vers lequel s'envole immédiatement Karim après sa sortie de prison et pays de résidence depuis).

La procédure longue et très coûteuse politiquement pour Sall, a un double effet. Tout d'abord, le feuilleton judiciaire (2013-2016) (Brossier & Bouilly 2014, 2015, 2016) se charge d'une polarisation affective et émotionnelle forte : la famille biologique et politico-symbolique lave son linge dans l'espace public, faisant de celui-ci un espace de règlement des conflits domestiques et politiques. Le fils déchu (Sall) s'attaque au fils biologique (Karim) pour régler ses comptes avec le père (Wade). Paradoxalement, cet effort de disqualification à la fois moral (détournement de biens publics) et politique (déchéance de ses droits civiques et inéligibilité) conduit à un gain important de capital politique pour le fils Wade : Karim investit rapidement une posture d'opposant politique soumis à l'oppression d'un régime discrétionnaire en réussissant à convaincre dans la figure de la victime comme l'avait été son père avant lui face aux régimes de Senghor et Diouf. Son emprisonnement le qualifie, de manière paradoxale, comme figure politique majeure et comme candidat « viable » pour

32. Créée sous Diouf en 1981 (Loi n° 81-54 du 10 juillet 1981, JO du 24 juillet 1981), la CREI n'a jamais été dissoute. Elle a été « réactivée » dans le cadre du procès Karim Wade.

33. Voir <<https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16997&LangID=F>>.

la prochaine présidentielle de 2017 (qui sera finalement reportée en 2019 à la suite de la réforme constitutionnelle du septennat adoptée par référendum en mars 2016). Au sein du Parti et alors qu'il est en encore prison et en pleines turbulences judiciaires, il est désigné comme le candidat du PDS lors de la réunion d'un bureau politique transformé en congrès extraordinaire en mars 2015 par 257 voix sur 268³⁴. Ce ralliement du Parti autour de la figure de Karim Wade a pour but de capter les fonds nécessaires à la survie du Parti dans la débâcle post-2012. Il a été permis par le départ ou l'exclusion des principaux cadres opposés à sa candidature (notamment le départ de Pape Diop avec d'autres cadres du PDS qui créent en novembre 2012 le parti de la Convergence démocratique « Bokk Gis Gis » (BGG) et présentent une liste concurrente aux législatives de 2012)³⁵.

Pourtant, les procédures judiciaires conduiront à la disqualification électorale de Karim comme candidat pour l'élection de février 2019. Celle-ci s'organise tout d'abord autour de la polémique sur sa double nationalité franco-sénégalaise car la Constitution requiert, depuis la réforme de 1992, l'exclusivité de la nationalité sénégalaise chez les candidats aux élections³⁶. Cette polémique s'inscrit dans celle sur sa « sénégalité » résonnant (sans s'y comparer néanmoins) avec les débats sur l'ivoirité et ses dérives xénophobes. Mais c'est avant tout sa condamnation pour enrichissement illicite qui le disqualifie définitivement pour l'élection présidentielle de 2019. Alors que ses avocats contestent la décision du ministère de l'Intérieur de juillet 2018 rejetant son inscription sur les listes électorales en raison de la perte de ses droits civiques consécutive à sa condamnation (en référence à l'article L31 du Code électoral)³⁷, le Conseil constitutionnel finit par invalider sa candidature³⁸.

Ces logiques de disqualification ne semblent pourtant pas mettre, pour le moment, un terme à sa carrière politique. Malgré son exil au Qatar depuis 2016,

34. L. Diédhiou, « Sénégal : Karim Wade candidat du PDS pour la présidentielle de 2017 », *Walfadjiri*, 21 mars 2015, <<https://fr.allafrica.com/stories/201503220002.html>>.

35. Entretien avec Toussaint Manga (président de l'UJTL, député suppléant d'Abdoulaye Wade siégeant depuis juillet 2017), Dakar, juin 2018.

36. L'article 28 de la Constitution sénégalaise du 7 février 2001 stipule que « Tout candidat à la Présidence de la République doit être exclusivement de nationalité sénégalaise, jouir de ses droits civils et politiques, être âgé de 35 ans au moins le jour du scrutin. Il doit savoir écrire, lire et parler couramment la langue officielle. »

37. En introduisant une requête auprès de la Cour de Justice de la CEDEAO, le 6 novembre 2018, sur le motif que la CREI ne respecte pas le droit car n'offre pas de possibilité de recours pour faire appel au jugement.

38. Décision n 2/E/2019 du 13 janvier 2019. Il en va de même pour l'ancien maire de Dakar, Khalifa Ababacar Sall, opposant sérieux à Macky Sall, dont la candidature pour la présidentielle de 2019 a été également invalidée suite à sa condamnation en mars 2018 pour détournement de fonds publics.

le PDS, les groupes « karimistes »³⁹ et ses réseaux personnels et familiaux, ont réussi à entretenir la croyance sur son retour au Sénégal, maintes fois annoncé, mais sans cesse ajourné. Sa première prise de parole publique depuis 2013 a eu lieu le 22 décembre 2018 dans un discours enregistré de six minutes, diffusé sur les réseaux sociaux, dans lequel il appelle au rassemblement pour contrer Macky Sall⁴⁰ autour du mot d'ordre : « Rassembler, protéger et développer » au sein de la coalition « Karimprésident2019 »⁴¹. Le soutien du Parti à sa candidature témoigne de la permanence des réseaux clientélistes et des liens de loyauté instaurés par Wade père, « *gorgui* » (« vieux ») tout puissant qui semble encore influencer de manière déterminante sur le jeu politique au Sénégal. À la différence de son fils dont l'absence sur le sol sénégalais questionne, les retours de Wade père au Sénégal sont à chaque fois orchestrés en grande pompe dans des moments de grandes tensions politiques et électorales. C'était le cas lors de la campagne des élections législatives de 2017 où son retour au Sénégal, le 10 juillet, après trois ans d'absence en France (il réside à Versailles), a également signé son retour en politique à la tête de la liste « Mankoo Wattu Sénégal » et son élection comme député (il ne siègera pas au profit de son suppléant Toussaint Manga, patron de l'UJTL) ; ou encore le 7 février 2019 pour s'opposer à la tenue de l'élection présidentielle du 24 février 2019. Ces retours montrent combien son capital politique reste important et combien celui de son fils est tributaire du sien. Le fait qu'il ait réussi à ménager la place de son fils au sein du Parti (par des loyautés qui perdurent) ainsi que dans la compétition politique entre 2012 et 2019, et qui plus est, à distance depuis la France, en est un témoignage fort.

Au-delà de la question de comment catégoriser ces logiques contradictoires du régime politique sénégalais, le projet de succession héréditaire des Wade témoigne de tentatives de patrimonialisation du pouvoir qui se donnent à lire dans une « éthique de la jouissance » (Diaw 2013) : « une économie de la prédation, du gaspillage, de l'insouciance, de la démesure, de l'arrogance et de la jouissance sans précédent dans la trajectoire de l'État » (Diop 2013 : 79). Or,

39. Très hétérogènes (ancrage local ou diaspora internationale), ils défendent autant la probité que la candidature de Karim Wade dans la course politique en organisant la contestation au pouvoir sur les réseaux sociaux et par des actions dans l'espace public : voir notamment <<http://ass-kaw.com/>>.

40. Voir <<https://www.youtube.com/watch?v=45E55LewPNo>>.

41. Plateformes web : <<https://fr-fr.facebook.com/pg/karimwadepresident2019.sn/posts/>> et <<https://www.president2019.com/#/>>.

patrimonialisation ne rime pas forcément avec transmission du pouvoir. Car la transmission suppose comme préalable nécessaire la capacité du dirigeant à transmettre son capital politique à son héritier. Celui d'Abdoulaye Wade a été forgé sur la longue durée dans une trajectoire historique de militantisme, d'opposition et d'accès aux plus hautes fonctions de l'État. Il semble possible d'en faire bénéficier ses proches (notamment un héritier biologique comme son fils) en lui donnant accès au Parti, aux réseaux familiaux et politiques, à des fonctions nominatives étatiques, sans pour autant pouvoir être transmis comme tel à un héritier.

De plus, les dynamiques contradictoires de légitimation/délégitimation, confiance/défiance politique à l'œuvre dans la tentative de positionnement de l'héritier au sein du Parti et dans l'arène publique et électorale témoignent de la prévalence de l'institutionnalisation de la compétition (règles, pratiques de contestation). Ces logiques confrontent et compromettent le projet de succession familiale de patrimonialisation autant du pouvoir que du Parti. L'absence de candidat PDS aux dernières élections présidentielles de 2019 (et ce, pour la première fois, depuis 1978) en raison de la politique du « Karim ou rien »⁴² constitue une rupture réelle dans la trajectoire historique de ce parti. Les résistances fortes qu'a rencontrées le projet dynastique au sein du PDS témoignent de la tension entre, d'un côté, les modalités de la succession au *leadership* et, de l'autre, celles de survie d'un parti tenu depuis des décennies par un *leader* charismatique. Les « conditions de possibilité » de cette succession ne reposent pas uniquement sur une maîtrise des réseaux de clientèles forgés par le père, sur l'accès à des fonds internationaux ou l'expérience de postes étatiques (Kelly 2018). Ceci démontre qu'une succession héréditaire réussie doit agréger la double opportunité biologique et politique (Brownlee 2007) avec la figure d'un héritier « viable », capable d'« habiter », par ses propres ressources, l'héritage qui lui est transmis. Le contrôle du parti et des réseaux, les ressources financières nécessaires à la redistribution clientéliste, l'expérience étatique et la surface médiatique sont nécessaires pour accéder à une validation électorale en respectant les règles de la compétition institutionnalisée, sans pour autant y suffire. La succession politique, qui plus est héréditaire, ne peut être comprise comme un processus uniquement rationnel. Elle doit être appréhendée aussi à partir de la charge

42. La candidature de Madické Niang à la présidentielle de 2019 (figure historique du PDS et membre de longue date de la garde rapprochée de Wade), validée par le Conseil constitutionnel en janvier 2019, a été perçue comme une dérogation au « Tout Karim » : Niang a été demis de son siège de président du Groupe parlementaire des Libéraux et Démocrates et, malgré le vide de candidature PDS laissé par l'inéligibilité de Karim, n'a pas reçu le soutien de Wade père et donc du Parti. Il ne réunit au terme du premier tour que 1,48 % des voix le 24 février 2019.

affective qu'elle comporte (Faure & Négrier 2017), ce que Karim n'a pas forcément réussi à investir en restant dans une posture relativement inaccessible et dénuée d'affects (GC, technocratie des ministères, absence au Qatar). La suspension du projet de succession héréditaire, sans savoir si elle s'avèrera temporaire ou définitive au Sénégal, souligne comment, dans un système politique relativement institutionnalisé et compétitif, l'héritage ne semble pas suffisant pour faire l'héritier.

*Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM),
Département de science politique, Université Laval, Québec, Canada.*

BIBLIOGRAPHIE

- ABÈLÈS M., 1992, « La référence familiale. L'hérédité élective et la vie politique locale : une approche anthropologique », in C. PATRIAT & J.-L. PARODI (dir.), *L'hérédité en politique*, Paris, Economica : 81-97.
- AWENENGO D'ALBERTO S., 2012, « De la rue aux urnes : la longue marche de la deuxième alternance au Sénégal », *Les Dossiers du CERI*, <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/art_svd.pdf>.
- BECK L., 1997, « Senegal's "Patrimonial Democrats" : Incremental Reform and the Obstacles to the Consolidation of Democracy », *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des Études africaines*, 31 (1) : 1-31.
- 2008, *Brokering Democracy in Africa. The Rise of Clientelist Democracy in Senegal*, London, Palgrave.
- BODIAN M., 2016, *The Politics of Electoral Reform in Francophone West Africa : The Birth and Change of Rules in Mali, Niger, and Senegal*, PhD. Diss., Gainesville, University of Florida.
- BOURDIEU P., 1980, « Le mort saisit le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 32-33 : 3-14.
- BRIQUET J.-L., 1992, « Une histoire de famille », in C. PATRIAT & J.-L. PARODI (dir.), *L'hérédité en politique*, Paris, Economica : 155-169.
- BROSSIER M., à paraître, « Senegal », in L. A. VILLALON (ed.), *The Oxford Handbook of the African Sahel*, Oxford, Oxford University Press.

- BROSSIER M. & BOUILLY E., 2014, « Senegal », in A. MEHLER, H. MELBER & K. VAN WALRAVEN (eds.), *Africa Yearbook Volume 10 : Politics, Economy and Society South of the Sahara in 2013*, Leiden-Boston, Brill : 167-175.
- 2015, « Senegal », in S. ELISHER, R. HOFMEIER, A. MEHLER & H. MELBER (eds.), *Africa Yearbook Volume 11 : Politics, Economy and Society South of the Sahara in 2014*, Leiden-Boston, Brill : 148-157.
- 2016, « Senegal », in S. ELISHER, R. HOFMEIER, A. MEHLER & H. MELBER (eds.), *Africa Yearbook Volume 12 : Politics, Economy and Society South of the Sahara in 2014*, Leiden-Boston, Brill : 157-166.
- BROSSIER M. & DORRONSORO G. (DIR.), 2016, « Dossier : La fabrique de l'héritité en politique », *Critique internationale*, 73 : 9-93.
- BROWNEEE J., 2007, « Hereditary Succession in Modern Autocracies », *World Politics*, 59 (4) : 595-628.
- COULIBALY A. L., 2009, *Contes et Mécomptes de l'ANOCI*, Paris, L'Harmattan.
- COULON C., 2000, « La tradition démocratique au Sénégal : histoire d'un mythe », in C. JAFFRELOT (dir.), *Démocraties d'ailleurs. Démocraties et démocratisation hors d'Occident*, Paris, Karthala : 67-91.
- CRUISE O'BRIEN D. B., 1978, « Senegal », in J. DUNN (ed.), *West African States : Failure and Promise : A Study in Comparative Politics*, Cambridge, Cambridge University Press : 173-188.
- DAHOU T., 2005, *Entre parenté et politique : développement et clientélisme dans le Delta du Sénégal*, Paris, Karthala.
- DAHOU T. & FOUCHER V. (DIR.), 2004, « Le Sénégal 2000-2004 : l'alternance et ses contradictions », *Politique africaine*, 96 : 5-118.
- DE JONG F. & FOUCHER V., 2010, « La tragédie du roi Abdoulaye ? Néomodernisme et Renaissance africaine dans le Sénégal contemporain », *Politique africaine*, 118 (2) : 187-204.
- DIAGNE P., 2013, « Abdoulaye Wade ou la fin du cycle senhorien », in M.-C. DIOP (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala : 97-118.
- DIOW A., 2013, « De "l'éthique" de la jouissance à l'éthique de la *res publica*. Le sopi à l'épreuve de la citoyenneté », in M.-C. DIOP (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala : 191-214.
- DIOP A. B., 2009, *Le Sénégal, une démocratie du phénix ?*, Paris, Karthala.
- DIOP M.-C. (DIR.), 2013, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala.

- DIOP M.-C. & DIOUF M., 2002, « Léopold Sédar Senghor, Abdou Diouf, Abdoulaye Wade et après ? », in D. CRUISE O'BRIEN, M.-C. DIOP & M. DIOUF (dir.), *La Construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala : 101-141.
- DIOP M.-C., DIOUF M. & DIAW A., 2000, « Le Baobab a été déraciné : L'alternance au Sénégal », *Politique africaine*, 78 : 157-179.
- DIOUF M., 1998, « The French Colonial Policy of Assimilation and the Civility of the *originaires* of the Four Communes (Senegal) : A Nineteenth Century Globalization Project », *Development and Change*, 29 (4) : 671-696.
- EBOKO F. & AWONDO P. (DIR.), 2018, « Dossier : Cameroun, l'État stationnaire », *Politique africaine*, 150 (2) : 5-160.
- FATTON R., 1987, *The Making of a Liberal Democracy : Senegal's Passive Revolution 1975-1985*, Boulder, Co., Lynne Rienner.
- FAURE A. & NÉGRIER E. (DIR.), 2017, *La politique à l'épreuve des émotions*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- FAYE O., 2013, « La violence au temps du sopi. Dans Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le sopi à l'épreuve du pouvoir », in M. C. DIOP (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala : 153-190.
- FEINSTEIN B., 2010, « The Dynasty Advantage : Family Ties in Congressional Elections », *Legislative Studies Quarterly*, 25 (4) : 571-598.
- FIVA J. H. & SMITH D., 2018, « Political Dynasties and the Incumbency Advantage in Party-Centered Environments », *American Political Science Review*, 112 (3) : 706-712.
- FOUCHER V., 2007, « “Blue Marches” : Public Performance and Political Turnover in Senegal », in J. C. STRAUSS & C. O'BRIEN (eds.), *Staging Politics : Power and Performance in Asia and Africa*, London, I.B. Tauris : 111-131.
- 2009, « Difficiles successions en Afrique subsaharienne : persistance et reconstruction du pouvoir personnel », *Pouvoirs*, 2 (129) : 127-137.
- HAVARD J., 2004, « De la victoire du “sopi” à la tentation du “nopi” : “Gouvernement de l'alternance” et liberté d'expression des médias au Sénégal », *Politique africaine*, 96 (4) : 22-38.
- KAM C. D., & ZECHMEISTER E. J., 2013, « Name Recognition and Candidate Support », *American Journal of Political Science*, 57 (4) : 971-986.
- KELLY C. L., 2018, « Party Proliferation and Trajectories of Opposition : Comparative Analysis from Senegal », *Comparative Politics*, 50 (2) : 209-229.
- LEVITSKY S. & WAY L., 2010, *Competitive Authoritarianism : Hybrid Regimes after the Cold War*, New York, Cambridge University Press.

- LÔ O., 2013-2014, *Transmission héréditaire du capital politique : capital dynastique du système électif sénégalais ?*, Mémoire de Master 2, Dakar, Faculté des sciences juridiques et politiques, Département de sciences politiques, Université Cheikh Anta Diop.
- MOURRE M., 2017, « La Renaissance africaine, des idées à la pierre », *Cahiers d'Études africaines*, LVII (3), 227 : 719-750.
- OTTAWAY M., 2003, *Democracy Challenged : The Rise of Semi-Authoritarianism*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace.
- RIEDL R., 2014, *Authoritarian Origins of Democratic Party Systems in Africa*, New York, Cambridge University Press.
- SARR I., 2013, « Du héros au patriarche bâtisseur. Évolution et rupture dans la construction de l'image d'Abdoulaye Wade », in M. C. DIOP (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala : 409-424.
- SCHATZBERG M., 2001, *Political Legitimacy in Middle Africa : Father, Family, Food*, Bloomington, Indiana University Press.
- SMITH É., 2015, « Sénégal, la diaspora fait-elle l'élection ? Le vote à distance de 1992 à 2012 », *Afrique contemporaine*, 256 (4) : 51-72.
- VAN LIEFFERINGE H., DEVOS C. & STEYVERS K., 2012, « What's in a Name ? Current Effects of Family Politicization on Legislative Candidates' Career Start in Belgium », *The Social Science Journal*, 49 (2) : 219-228.
- VILLALON L., 1994, « Democratizing a (Quasi) Democracy : The Senegalese Elections of 1993 », *African Affairs*, 93 : 163-193.
- WADE A., 2008, *Une vie pour l'Afrique*, Paris, Michel Lafon.

RÉSUMÉ

Cet article interroge la manière dont l'hérédité se fabrique en politique à partir du projet de succession héréditaire mené au Sénégal entre l'ancien président Abdoulaye Wade (au pouvoir de 2000-2012) et son fils Karim entre 2000 et 2019. Celui-ci repose, d'une part, sur la captation familiale du pouvoir à la tête de l'État (pour le père) et du parti du père (pour le fils) et, d'autre part, sur la construction d'une validation politique et électorale de la filiation et de l'héritier. Certains ont vu dans la trajectoire du fils (positionné au sein du Parti et de l'État, puis disqualifié par une condamnation pour enrichissement illicite et le rejet de sa candidature dans la course à la présidence de 2019), un projet largement contesté puis défait de succession héréditaire. Pourtant, son parcours fait de luttes fratricides avec les « fils » politiques de Wade père, notamment Macky Sall, qui devient président de la République (en 2012 puis à nouveau en février 2019), montre qu'une tentative de succession marquée par un processus de sélection (famille et parti), de contrôle du Parti et d'expériences ministérielles majeures, n'est pas toujours vouée à réussir. Les contraintes majeures que constituent une compétition politique relativement institutionnalisée ainsi qu'une contestation populaire rejetant la naturalisation des rapports politiques à des rapports de parenté comme gage de stabilité montrent que l'héritage (à transmettre) ne suffit pas à faire l'héritier en politique.

Mots-clés: Sénégal, Wade, hérédité, élections, enrichissement illicite, institutionnalisation, néopatrimonialisme, reproduction des élites, succession, transmission.

ABSTRACT

In the Name of the Father, the Son, and Senegal. Or How Heredity does Not Always Produce a Political Heir. — This article seeks to understand how political hereditary is constructed through a hereditary succession project in Senegal built by and for former President Abdoulaye Wade (in power from 2000 to 2012) and his son Karim between 2000 and 2019. This planned succession was based in part on the familial capture of state executive power (by the father) and of the father's political party (by the son), as well as on the construction of a political and electoral validation of kinship and the heir. Some scholars have considered that the son's life trajectory (positioned in the party and the state, but later disqualified by being found guilty of embezzlement and consequently banned from running for the presidency in 2019) a failed hereditary succession project that has been largely contested. Indeed, his trajectory, characterized by fratricidal struggles between the political "sons" of Wade the father, notably Macky Sall, who became president in 2012 and for a second term in February 2019, visibly demonstrates that in an attempt to engineer a succession through a process of selection (both party and family), control of the party and key cabinet-level experiences are not always the keys to success. The major obstacles, relatively institutionalized competitive politics and popular rejection of the notion that hereditary succession is a guarantee of stability show that the familial transmission of power is insufficient to guarantee a political heir.

Keywords: Senegal, Wade, elections, elite reproduction, embezzlement, heredity, institutionalisation, neopatrimonialism, succession, transmission.